

SUD



Le 4/06/2021

PROMOTION

RÉPRESSION!

Depuis plusieurs semaines, les élu-es **SUD** et **CGT** se battent ensemble pour avoir **le droit de continuer à défendre les salarié-es** et leurs convictions.

En face, la direction locale de Comdata soutenue, ou pas, par le groupe essaye d'asseoir son autorité par la **peur et la répression**.

C'est ainsi qu'une de nos collègues élue **SUD** est aujourd'hui victime d'une cabale contre elle !

On lui reproche de harceler une supérieure hiérarchique juste par le regard et sans doute un bonjour de trop... !!!

Plusieurs dizaines d'années de bon et loyaux services pour l'entreprise pour en finir par une accusation sur le seul fait, finalement, d'exister. La direction oublie d'un coup son propre travail d'isolement autour de cette élue, les changements d'horaires et le fait qu'il n'y a jamais eu une seule plainte contre elle... D'un côté nous avons donc un dossier vide hormis de geste de politesse et de respect alors que nous ne pouvons que nous interroger sur **les arrêts de maladie cumulés dans certaines équipes...**

La DRH dans son empressement à asseoir sa légitimité dans son royaume a de suite voulu prendre des mesures menant à la sanction via une enquête avec le CSE-SSCT. Il aurait été pourtant plus simple de discuter, d'essayer d'arranger les choses d'autant qu'il y a un peu de place sur les plateaux en ce moment... Non, la direction exigea donc que les élu-es mènent une enquête tout en excluant le fait que les élu-es SUD puissent y participer...

Le Royaume voulant choisir ses enquêteurs-rices s'empressa donc d'exclure les élu-es du premier syndicat du site sans jamais se soucier de l'état de santé de l'élue accusée. Cette dernière, devant cette campagne à son encontre a été mis en arrêt par son médecin... Plusieurs semaines après, on attend encore une réaction de la direction à ce sujet, nous posons la question suivante : **doit-il y avoir une enquête contre la DRH ?**

Le futur nous le dira... en tout cas, la direction a dû se rendre compte qu'elle avait un peu fait n'importe quoi avec l'aide des services ressources humaines du groupe et a décidé de revenir en arrière pour finalement mener une enquête toute seule. Ce sera sans doute mieux et plus facile pour avoir raison. Sans doute vexé devant son erreur et de voir sa cabale partir tout doucement en vrille, la direction continue son travail de terreur lors des réunions en se permettant de prendre à

parti les élu-es. Pour notre DRH, il serait inadmissible de lui adresser des courriers comme si nous ne pouvions pas interpellé par écrit le royaume...

Il n'appartient pourtant pas à la direction de juger de la nécessité ni le côté admissible ou pas de nos courriers et de notre action syndicale. Elle devrait plutôt s'interroger sur pourquoi un syndicat a perdu son temps à faire ces courriers...

Tout cela est bien entendu une honte et pose la question du **but recherché par la direction locale ?**

-Un site « **nettoyé** » de ses élu-es les plus combattifs afin de préparer quelque chose ?

-Une volonté d'**asseoir son autorité** en montrant son pouvoir ?

-Une volonté de plaire au groupe afin d'**avoir une promotion ?**

-**Remplir des quotas** comme dans les pires régimes du monde ?

Nous ne le savons pas, mais en tout cas c'est un sacré aveu de faiblesse pour un groupe de cette taille. Incapable de faire respecter le droit et des valeurs basiques comme la liberté de s'exprimer et de s'organiser à ses représentants locaux (RRH, direction..).

Face à l'attitude de la direction, les deux syndicats **SUD** et **CGT** font fi de leurs divergences politiques et s'unissent pour assurer la continuité de ces valeurs dans un bassin d'emploi qui a historiquement toujours refusé de se taire .



Contact :

Syndicat SUD : Monique Friedrich
friedrichmonique@orange.fr Tél : 0637403190

Syndicat CGT : Manola Dibattista
manola.dibattista@free.fr Tél : 0677518406